

F. 95 - 2380

[C - 27465]

11 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 93 et 94, modifiés par la loi du 22 juillet 1993, l'article 95, modifié par la loi du 20 juillet 1991 et les articles 100 et 101;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 23, § 1er;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que pour des raisons de sécurité juridique, il convient de coordonner l'ensemble des dispositions légales et réglementaires éparses qui régissent la matière;

Considérant qu'il importe pour les employeurs concernés de disposer rapidement d'une réglementation coordonnée;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. "le Ministre" : le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions;
2. "l'administration" : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
3. "le FOREm" : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
4. "l'A.C.S." : l'agent contractuel subventionné;
5. "l'arrêté royal" : l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;
6. "la loi" : la loi-programme du 30 décembre 1988, Titre III, Chapitre II - Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics.

CHAPITRE II. — Bénéficiaires des primes**Art. 2.** Peuvent bénéficier d'une prime annuelle pour l'engagement d'agents contractuels appelés "agents contractuels subventionnés" (A.C.S.), les employeurs suivants :

1. les administrations et les services de la Région et les établissements publics qui en dépendent;
2. les administrations et les services des Communautés française et germanophone et les établissements publics qui en dépendent;
3. les établissements d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par la Communauté française ou par la Communauté germanophone;
4. les associations de communes, sauf celles du secteur de l'énergie, et les associations des centres publics d'aide sociale;
5. les établissements publics pour le temporel des cultes;
6. les sociétés locales de logements sociaux;
7. les établissements d'utilité publique et les associations sans but lucratif régis par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, constitués :
 - a) en vue de poursuivre un but social, humanitaire ou culturel;
 - b) en service local d'accueil et d'information pour l'emploi, travaillant dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle et regroupant obligatoirement les pouvoirs publics locaux, le FOREm et les partenaires privés, ceux-ci étant majoritaires.

L'objet de ces services est l'accueil et l'information de personnes en difficulté, en matière d'insertion ou de réinsertion professionnelle, en relation avec l'emploi en particulier;

- c) en association d'insertion socio-professionnelle;
- d) en vue de réaliser la mise en valeur du patrimoine, notamment par des missions de fouilles, de consolidation de ruines, de vestiges archéologiques;
- e) en mission régionale, agréée par le Ministre conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994, qui œuvre à l'insertion ou à la réinsertion professionnelle des personnes à la recherche d'emploi et ne disposant pas des capacités généralement requises pour accéder aux filières traditionnelles de formation et d'insertion professionnelle;
- f) en entreprise de formation par le travail agréée par le Ministre qui a la formation professionnelle dans ses attributions, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995;
8. les waterings.

L'engagement d'A.C.S. par les employeurs visés à l'alinéa précédent est subordonné pour ces employeurs à l'application aux membres de leur personnel des avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

Art. 3. Ne peuvent bénéficier de la prime :

1. les associations sans but lucratif dans la création ou la direction desquelles les pouvoirs publics locaux sont prépondérants;
2. les hôpitaux;
3. les institutions publiques de crédit.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les pouvoirs publics locaux jouent un rôle prépondérant lorsqu'au moins deux tiers des membres du conseil d'administration sont des représentants de ceux-ci.

Art. 4. § 1er. Peuvent occuper un emploi d'A.C.S. :

1. les chômeurs complets qui ont connu au moins six mois de chômage complet indemnisé au cours des douze mois qui précèdent leur engagement;
2. les chômeurs complets visés par les articles 30, alinéa 3, 7° et 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal, qui ont connu six mois de chômage au cours des douze mois qui précèdent leur engagement;
3. les travailleurs occupés dans le cadre du troisième circuit de travail;
4. les travailleurs occupés conformément aux dispositions du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (programme P.R.I.M.E.);
5. les chômeurs complets indemnisés, âgés de 40 ans au moins qui vivent seuls ou sous le même toit que des personnes sans ressources ou qui ont pour seules ressources des indemnités de sécurité sociale ou d'assistance sociale dont le montant ne peut dépasser annuellement un montant égal à 313 fois les allocations de chômage journalières maximales octroyées en application des articles 113 et 114, §§ 1er à 4, de l'arrêté royal;
6. les bénéficiaires, durant six mois au cours des douze mois qui précèdent leur engagement, du minimum de moyens d'existence instauré par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;
7. les demandeurs d'emploi bénéficiaires du minimum de moyens d'existence instauré par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, âgés de 40 ans au moins, qui vivent seuls ou sous le même toit que des personnes sans ressources ou qui ont pour seules ressources des indemnités de sécurité sociale ou d'assistance sociale dont le montant ne peut dépasser annuellement un montant égal à 313 fois l'allocation maximale octroyée en application des articles 113 et 114, §§ 1er à 4, de l'arrêté royal;
8. les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal;
9. les chômeurs occupés en atelier protégé conformément à l'article 78 de l'arrêté royal;
10. les chômeurs visés aux articles 89 ou 90 de l'arrêté royal;
11. les chômeurs indemnisés sur base de l'article 101 de l'arrêté royal;
12. les travailleurs à temps partiel ayant droit à l'allocation de garantie de revenu en application de l'article 131bis de l'arrêté royal;
13. les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits en application de l'article 29, § 2, de l'arrêté royal, sauf s'il s'agit de travailleurs dont les rémunérations atteignent le salaire de référence;
14. les travailleurs occupés comme A.C.S.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1er, est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

§ 2. Pour l'application du § 1er, 1° et 2°, est considérée comme durée de chômage complet indemnisé :

1. la période d'occupation du travailleur occupé comme chômeur mis au travail, dans le cadre spécial temporaire, dans le troisième circuit de travail, dans le Fonds budgétaire interdépartemental de l'emploi, dans le programme P.R.I.M.E. ou comme contractuel subventionné;
2. la période d'occupation comme contractuel mis au travail en vertu de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale;
3. la période pendant laquelle un demandeur d'emploi a bénéficié du minimum de moyens d'existence;
4. la période pendant laquelle le chômeur n'a pas bénéficié d'allocations de chômage en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal;
5. la période de travail à temps partiel durant laquelle des allocations de chômage ont été versées en application de l'article 101 de l'arrêté royal;
6. la période de travail à temps partiel durant laquelle des allocations de garantie de revenu ont été versées en application de l'article 131bis de l'arrêté royal;
7. la période de travail à temps partiel avec maintien des droits en application de l'article 29, § 2 de l'arrêté royal, sauf s'il s'agit d'un travailleur dont la rémunération atteint le salaire de référence;
8. la période pendant laquelle le chômeur a suivi une formation organisée ou agréée par le FOREm conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle ou à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 12 juin 1985 relatif à l'octroi de certains avantages aux personnes recevant une formation professionnelle.

§ 3. Les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, b, ne peuvent engager des A.C.S. que pour effectuer les missions suivantes :

1. orienter la personne en difficultés vers les services compétents selon les démarches à accomplir, vers les opérateurs de formation, vers le FOREm, pour établir un bilan de sa situation et de ses connaissances professionnelles, vers le T-Service Interim du FOREm;
2. effectuer un accompagnement personnalisé de cette personne et l'aider à la rédaction d'un curriculum vitae ou d'une lettre d'accompagnement.

Le FOREm est chargé d'assurer un rôle de technicien en ce qui concerne la sélection et la formation des A.C.S. affectés dans les services visés par le présent paragraphe.

L'évaluation du travail et la détermination des suivis à donner aux activités développées, seront effectués conjointement par les représentants du FOREm et des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation et par les inspecteurs de projets de l'administration.

§ 4. Les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, d, ne peuvent engager, pendant une période de six mois par année civile, des A.C.S. que pour les affecter aux missions suivantes : fouilles, consolidation de ruines, de vestiges archéologiques ou mise en valeur du patrimoine.

§ 5. Les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, e, ne peuvent engager des A.C.S. que pour effectuer les missions visées à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994 relatif aux Missions régionales pour l'Emploi.

Les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, f, ne peuvent engager des A.C.S. que pour effectuer les tâches visées à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 relatif aux entreprises de formation par le travail.

§ 6. Par dérogation au § 1er, les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 3° et 7°, b, c, e, f, peuvent occuper en qualité d'A.C.S., des chômeurs complets indemnisés à la veille du jour de leur engagement.

Les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, c, ne peuvent engager, aux conditions visées à l'alinéa 1er, que pour des fonctions, de formateur ou de moniteur.

CHAPITRE III. — *Montant des primes*

Art. 5. § 1er. Le montant annuel de la prime est fixé à 203 000 francs par A.C.S. engagé par l'employeur.

En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, 2°, 5° et 8°, aucune prime n'est due pour les agents contractuels engagés en remplacement d'agents, autres que contractuels subventionnés, qui interrompent leur carrière au sens de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

§ 2. Pour l'engagement d'A.C.S. par les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, b, d, e, f, le montant de la prime est fixé respectivement à 700 000, 603 000, 700 000 francs et 500 000 francs par agent occupé.

En cas d'occupation à temps partiel, ces montants sont réduits au prorata de la durée des prestations.

En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, b et f, la prime visée à l'alinéa 1er est octroyée pour un nombre d'A.C.S. fixé à deux équivalents temps plein maximum par employeur.

En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, d, la prime visée à l'alinéa 1er est octroyée pendant une période de six mois par année civile.

En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, e, la prime visée à l'alinéa 1er est octroyée pour un nombre d'A.C.S. fixé à cinq équivalents temps plein maximum par employeur.

Art. 6. Le Gouvernement peut déterminer un montant de prime supérieur à celui prévu à l'article 5, § 1er, alinéa 1er, sans excéder le montant de la rémunération brute, pour certains employeurs ou pour l'engagement de certaines catégories de chômeurs de longue durée.

Il fixe le nombre d'A.C.S., la nature précise de leurs missions, la durée de leur occupation et la durée de paiement des primes.

CHAPITRE IV. — *Procédure*

Art. 7. § 1er. L'employeur qui désire engager des A.C.S., adresse à l'administration une demande accompagnée :

1. d'un projet de convention conforme au modèle déterminé par le Ministre;
2. du protocole de négociation syndicale certifiant que les employeurs visés à l'article 2 appliquent aux membres de leur personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

§ 2. L'administration instruit la demande après avoir reçu l'avis des fonctionnaires visés à l'article 20.

§ 3. Le Ministre approuve la convention, ce qui vaut accord de principe. L'administration la notifie à l'employeur et au FOREm.

En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, la convention doit être soumise à l'accord préalable du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, lorsque la fixation du statut du personnel de ces employeurs relève de la compétence du Gouvernement.

Pour les établissements d'enseignement, le Ministre notifie la convention soit au Gouvernement de la Communauté française, soit au Gouvernement de la Communauté germanophone.

En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, d, la convention doit être soumise à l'accord préalable du Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions.

Art. 8. L'employeur peut solliciter, conformément à l'article 7, toute modification de la convention, notamment en ce qui concerne les activités autorisées.

Ne sont pas considérés comme des modifications, le remplacement d'un A.C.S. occupé à temps plein par plusieurs A.C.S. à temps partiel et inversement. L'employeur avertit l'administration et le FOREm de ces changements.

CHAPITRE V. — *Recrutement*

Art. 9. Les A.C.S. sont engagés dans les liens d'un contrat de travail, à temps plein ou à temps partiel, pour une durée déterminée ou indéterminée.

Le contrat de travail des A.C.S. doit être constaté par écrit conformément au modèle déterminé par le Ministre.

Art. 10. L'engagement de l'A.C.S. doit se faire dans les six mois à compter du jour de la notification à l'employeur de la convention visée à l'article 7, § 1er, 1°.

Passé ce délai, le droit à la prime s'éteint.

Art. 11. § 1er. Le recrutement d'A.C.S. ne peut donner lieu à une diminution du nombre moyen, calculé en équivalent temps plein, de membres du personnel dont la charge salariale est supportée entièrement par l'employeur, occupés l'année qui précède la date de réception de la demande visée à l'article 7, § 1er, 1°.

Le Ministre peut déroger à la disposition prévue à l'alinéa 1er, pour autant que la diminution de l'effectif soit due à une cause étrangère à la volonté de l'employeur.

§ 2. En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, c, les emplois occupés par des A.C.S. ne peuvent entraîner ni avoir entraîné, dans les six mois précédant la date de l'engagement, la suppression d'autres emplois correspondants.

Art. 12. Un agent contractuel subventionné qui a quitté son emploi peut être remplacé.

L'employeur conserve le montant de la prime octroyée si le remplacement a lieu dans les trois mois à compter du jour du départ de l'agent contractuel subventionné.

CHAPITRE VI. — *Statut des A.C.S.*

Art. 13. Les contractuels subventionnés travaillent sous la responsabilité et l'autorité de l'employeur qui les occupe et les rémunère.

Toutefois, les A.C.S. occupés par les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 3°, sont rémunérés par le Gouvernement de la Communauté française ou par le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 14. § 1er. Les A.C.S. occupés par les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, 2°, 5° et 8°, reçoivent une rémunération au moins égale à celle octroyée à un agent des services du Gouvernement pour la même fonction ou pour une fonction analogue ainsi que les allocations et les augmentations barémiques qui y sont liées.

Les A.C.S. occupés par les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 3°, 4°, 6° à 7°, reçoivent les mêmes rémunérations, augmentations et allocations que celles octroyées pour la même fonction ou une fonction équivalente dans ces établissements, associations et sociétés.

§ 2. Les services effectifs que l'A.C.S. a prestés en qualité de chômeur mis au travail, de travailleur du cadre spécial temporaire, du troisième circuit de travail, comme travailleur occupé conformément au décret du 31 mai 1990 précité ou comme A.C.S. sont admissibles pour l'octroi des augmentations barémiques.

Art. 15. En matière de vacances annuelles, les A.C.S. bénéficient du même régime que celui appliqué aux contractuels occupés par le même employeur.

Art. 16. Les A.C.S. peuvent s'absenter avec maintien de leur rémunération pour répondre à une offre d'emploi; ils doivent alors fournir une attestation mentionnant la date et l'heure de la visite.

Le droit de s'absenter prévu à l'alinéa précédent peut s'exercer une ou deux fois par semaine pourvu que la durée de la ou des absences ne dépasse pas au total celle d'une journée de travail par semaine.

CHAPITRE VII. — Sanctions

Art. 17. Le Ministre suspend le versement de la prime lorsque l'employeur n'applique pas à son personnel les avantages liés à l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales ou, lorsqu'il y est astreint, n'occupe pas le nombre de stagiaires imposé par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Art. 18. § 1er. Le Ministre suspend le versement de la prime lorsque l'employeur visé à l'article 2, alinéa 1er, 3°, 4°, 6° et 7° :

1. affecte des agents contractuels subventionnés à des tâches autres que celles du secteur non marchand au sens de l'article 1er, alinéa 3, du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

2. ne respecte pas les conditions visées aux articles 9 à 11, ainsi qu'à l'article 98, § 2 et § 4, de la loi-programme du 30 décembre 1988, Titre III, Chapitre II - Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics;

3. n'avertit pas immédiatement le Ministre qu'il bénéficie d'une autre intervention dans la charge salariale d'un A.C.S.;

4. ne contracte pas, pour les A.C.S. qu'il occupe, une assurance contre les accidents du travail soit auprès d'une société d'assurances à prime agréée, soit auprès d'une caisse commune d'assurances agréée.

La suspension prévue à l'alinéa précédent ne porte que sur les primes dues pour l'engagement des A.C.S. employés à des activités non admises.

§ 2. Le Ministre suspend le versement de la prime lorsque l'employeur visé à l'article 2, alinéa 1er, 1°, 2°, 5° et 8°, engage des personnes à des fins autres que :

1. répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2. remplacer des agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, sans préjudice de la possibilité de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;

3. accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

Art. 19. § 1er. La suspension prend cours le jour où l'infraction est constatée.

§ 2. Le Ministre signifie la décision de suspension à l'employeur, au FOREm, à l'administration, et le cas échéant au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ou au Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

En ce qui concerne les établissements d'enseignement, le Ministre notifie la décision de suspension au Gouvernement de la Communauté française ou au Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 20. Le Ministre désigne, au sein de l'administration, les fonctionnaires qui veillent au respect des conditions imposées par la loi et par le présent arrêté.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 21. Sont abrogés :

1. l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 mars 1989 d'exécution du Chapitre II, du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 septembre 1991;

2. l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 juin 1989 d'exécution de l'article 93, alinéa 4, de la loi-programme du 30 décembre 1988;

3. l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 octobre 1989 d'exécution de l'article 97, § 3, de la loi-programme du 30 décembre 1988, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 26 juillet 1990 et 19 novembre 1992;

4. l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 août 1992 portant exécution de l'article 97, § 3, de la loi-programme du 30 décembre 1988;

5. l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 1993 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à des fouilles ou rénovations de sites archéologiques;

6. l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 1993 portant exécution de l'article 97, § 3, de la loi-programme du 30 décembre 1988;

7. l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés dans des services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi, modifié par l'arrêté du 6 avril 1995;

8. l'article 3, § 1er, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994 relatif aux Missions régionales pour l'Emploi;

9. l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 relatif aux entreprises de formation par le travail.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge* et il cessera d'être en vigueur en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, b, c, d, e, f, respectivement les 31 décembre 1998, 1er janvier 1997, 1er janvier 1996, 1er avril 1996 et 1er mai 1997.

Art. 23. Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Annexe

TABLE DE CONCORDANCE

<u>Arrêté</u>	<u>Dispositions en vigueur</u>
Article 1er	nouvelle disposition
Art. 2, al. 1er, 1° à 3°	art. 93, al. 1er, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 2, al. 1er, 4° et 5°	art. 1er de l'A.E.R.W. du 29 juin 1989 et nouvelle disposition
Art. 2, al. 1er, 6° et 7°, a)	art. 93, al. 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 2, al. 1er, 7°, b)	art. 1er de l'A.G.W. du 9 décembre 1993
Art. 2, al. 1er, 7°, c)	art. 1er de l'A.E.R.W. du 5 octobre 1989, modifié par l'A.E.R.W. du 19 novembre 1992
Art. 2, al. 1er, 7°, d)	art. 1er et 2 de l'A.G.W. du 17 juin 1993
Art. 2, al. 1er, 7°, e)	art. 1er de l'A.G.W. du 31 mars 1994
Art. 2, al. 1er, 7°, f)	nouvelle disposition
Art. 2, al. 1er, 8°	art. 1er de l'A.E.R.W. du 29 juin 1989
Art. 2, al. 2	nouvelle disposition
Art. 3, al. 1er, 1°, 2° et 3°	art. 93, al. 3, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 3, al. 2	art. 2, al. 2, de l'A.G.W. du 9 décembre 1993
Art. 4, § 1er, al. 1er, 1°	art. 97, § 1er, 1°, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 4, § 1er, al. 1er, 2°	art. 97, § 1er, 2°, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 4, § 1er, al. 1er, 3°	art. 97, § 1er, 3°, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 4, § 1er, al. 1er, 4°	art. 1er, de l'A.E.R.W. du 6 août 1992
Art. 4, § 1er, al. 1er, 5° et 7°	art. 97, § 1er, 4°, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 4, § 1er, al. 1er, 6°	nouvelle disposition
Art. 4, § 1er, al. 1er, 8°	art. 1er, de l'A.G.W. du 7 octobre 1993
Art. 4, § 1er, al. 1er, 9° à 14°	nouvelles dispositions
Art. 4, § 1er, al. 2	nouvelle disposition
Art. 4, § 2, al. 1er, 1°	art. 97, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988 et nouvelle disposition pro parte
Art. 4, § 2, al. 1er, 2° à 8°	nouvelles dispositions
Art. 4, § 3, al. 1er	art. 3 de l'A.G.W. du 9 décembre 1993
Art. 4, § 3, al. 2 et 3	art. 4 de l'A.G.W. du 9 décembre 1993
Art. 4, § 4	art. 3 et 4 de l'A.G.W. du 9 décembre 1993
Art. 4, § 5, al. 1er	art. 2 de l'A.G.W. du 31 mars 1994
Art. 4, § 5, al. 2	art. 22, al. 1er de l'A.G.W. du 6 avril 1995
Art. 4, § 6, al. 1er	art. 1er de l'A.E.R.W. du 5 octobre 1989 tel que modifié ; art. 5 de l'A.G.W. du 9 décembre 1993 ; art. 3, § 1er, al. 4, de l'A.G.W. du 31 mars 1994 ; art. 22, al. 4, de l'A.G.W. du 6 avril 1995
Art. 4, § 6, al. 2	art. 1er, § 2, de l'A.E.R.W. du 5 octobre 1989 tel que modifié
Art. 5, § 1er, al. 1er	art. 4, § 1er, de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989
Art. 5, § 1er, al. 2	art. 4, § 1er, al. 2, de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989

Art. 5, § 2, al. 1er	art. 6 de l'A.G.W. du 9 décembre 1993; art. 3 de l'A.G.W. du 17 juin 1993; art. 3, § 1er, al. 2, de l'A.G.W. du 31 mars 1994; art. 22, al. 3, de l'A.G.W. du 6 avril 1995
Art. 5, § 2, al. 2	art. 6, al. 2, de l'A.G.W. du 9 décembre 1993 et art. 3, § 1er, al. 3, de l'A.G.W. du 31 mars 1994
Art. 5, § 2, al. 3	art. 7 de l'A.G.W. du 9 décembre 1993; art. 22, al. 2, de l'A.G.W. du 6 avril 1995
Art. 5, § 2, al. 4	art. 2 de l'A.G.W. du 17 juin 1993
Art. 5, § 2, al. 5	art. 3, § 1er, al. 2, de l'A.G.W. du 31 mars 1994
Art. 6	art. 4, § 2, de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989
Art. 7, §§ 1er et 2	art. 2, §§ 1er et 2, de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989
Art. 7, § 3, al. 1er	art. 2, §§ 3 et 4, de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989
Art. 7, § 3, al. 2	nouvelle disposition
Art. 7, § 3, al. 3	art. 2, § 4, al. 3, de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989
Art. 7, § 3, al. 4	art. 2 de l'A.G.W. du 17 juin 1993
Art. 8	nouvelle disposition
Art. 9, al. 1er	art. 94, § 1er, al. 3, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 9, al. 2	nouvelle disposition
Art. 10	nouvelle disposition
Art. 11, § 1er	nouvelle disposition
Art. 11, § 2	art. 1er, § 2, de l'A.E.R.W. du 5 octobre 1989 tel que modifié
Art. 12	nouvelle disposition
Art. 13	art. 98, § 1er, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 14, § 1er	art. 98, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 14, § 2	art. 6, § 1er, de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989
Art. 15	art. 98, § 4, de la loi-programme du 30 décembre 1988
Art. 16	nouvelle disposition
Art. 17	nouvelle disposition
Art. 18, § 1er	art. 5 de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989
Art. 18, § 2	nouvelle disposition
Art. 19	nouvelle disposition
Art. 20	art. 7 de l'A.E.R.W. du 16 mars 1989
Art. 21	dispositions finales
Art. 22	dispositions finales
Art. 23	dispositions finales

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés.

Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2380

[C - 27465]

**11. MAI 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung
über die Einstellung von bezuschuften Vertragspersonalmitgliedern
bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern**

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, insbesondere der Artikel 93 und 94, abgeändert durch das Gesetz vom 22. Juli 1993, Artikel 95, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juli 1991, und der Artikel 100 und 101;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung eines Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung, insbesondere des Artikels 23, § 1;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß aus Gründen der juristischen Sicherheit alle in dem betreffenden Bereich anwendbaren zusammenhangslosen gesetzmäßigen und bestimmungsmäßigen Regelungen zu koordinieren sind;

In der Erwägung, daß es für die betreffenden Arbeitgeber wichtig ist, schnell über eine koordinierte Regelung verfügen zu können;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsausbildung;

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die nachstehenden Begriffe wie folgt zu definieren:

1. "der Minister": der Minister zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;
2. "die Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;
3. das "FOREm": "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und regionales Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung);
4. "der A.C.S.": "agent contractuel subventionné" (das bezuschusste Vertragspersonalmitglied);
5. "der Königliche Erlaß": der Königliche Erlaß vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit;
6. "das Gesetz": das Programmgesetz vom 30. Dezember 1988, Titel III, Kapitel II - Schaffung eines Systems von bezuschuften Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden.

KAPITEL II. — *Bezugsberechtigte der Prämien*

Art. 2. Nachstehend angeführte Arbeitgeber können in den Genuß einer Jahresprämie für die Einstellung von Vertragspersonal, "subventioniertes Vertragspersonal" (A.C.S.) genannt, gelangen:

1. die Verwaltungen und die Dienststellen der Region und die ihnen unterstellten öffentlichen Einrichtungen;
2. die Verwaltungen und Dienststellen der Französischen und Deutschsprachigen Gemeinschaften und die ihnen unterstellten öffentlichen Einrichtungen;
3. die Einrichtungen des organisierten Unterrichts, die von der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannt oder bezuschusst werden;
4. die Gemeindevereinigungen, mit Ausnahme jener des Energiesektors und die Vereinigungen der öffentlichen Sozialhilfezentren;
5. die öffentlichen Einrichtungen für die Temporalien der Kulte;
6. die lokalen Gesellschaften für den sozialen Wohnungsbau;
7. die Einrichtungen öffentlichen Nutzens und die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die dem Gesetz vom 27. Juni 1921 unterstehen, durch das den Einrichtungen öffentlichen Nutzens und den Vereinigungen ohne Erwerbszweck die Rechtspersönlichkeit verliehen wird, insofern sie:
 - a) gegründet wurden, um ein soziales, humanitäres oder kulturelles Ziel zu verfolgen;
 - b) als lokale Empfangs- und Informationsdienststelle für die Beschäftigung gegründet wurden, Aufgaben im Bereich der sozialberuflichen Eingliederung übernehmen und verpflichtet sind, die lokalen öffentlichen Behörden, das FOREm und die privaten Partner zu vereinen, wobei die letztgenannten mehrheitlich vertreten sein müssen.

Der Zweck dieser Dienststellen besteht in dem Empfang und der Information von Personen, die sich in Problemsituationen befinden, und zwar in den Bereichen der beruflichen Eingliederung oder Wiedereingliederung und insbesondere in Verbindung mit der Beschäftigung;

 - c) als Vereinigung zur sozialberuflichen Eingliederung gegründet wurden;
 - d) gegründet wurden, um die Aufwertung des Erbgutes, insbesondere durch Ausgrabungsarbeiten und die Festigung von Ruinen und archäologischen Überresten, zu gewährleisten;
 - e) als durch den Minister gemäß dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 31. März 1994 zugelassene regionale Beschäftigungsdienste gegründet wurden, mit dem Ziel der beruflichen Eingliederung oder Wiedereingliederung von Personen, die auf der Suche nach einer Beschäftigung sind und nicht über die allgemein verlangten Fähigkeiten verfügen, um Zugang zu den traditionellen Wegen der Ausbildung und beruflichen Eingliederung zu erhalten;
 - f) als durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsausbildung gehört, gemäß dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 anerkanntes Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit gegründet wurden;
8. die Moorentwässerungsverbände.

Bei der Einstellung von A.C.S. unterliegen die in dem vorgenannten Absatz genannten Arbeitgeber der Anwendung auf ihre Personalmitglieder der Vorteile der Laufbahnunterbrechung, die durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen eingeführt wurde.

Art. 3. Folgende Einrichtungen gelangen nicht in den Genuß der Prämie:

1. die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, bei deren Gründung oder Führung die lokalen öffentlichen Behörden mehrheitlich vertreten sind;
2. die Krankenhäuser;
3. die öffentlichen Kreditanstalten.

Für die Anwendung den vorangehenden Absatzes werden die lokalen öffentlichen Behörden als mehrheitlich vertreten betrachtet, wenn mindestens zwei Drittel der Mitglieder des Verwaltungsrates diese lokale Behörde vertreten.

Art. 4. § 1. Folgende Personen können eine Stelle als A.C.S. besetzen:

1. die Vollarbeitslosen, die in den 12 Monaten vor ihrer Einstellung wenigstens 6 Monate entschädigte Vollarbeitslose waren;
2. die in den Artikeln 30, Absatz 3, 7°, und 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses angeführten Vollarbeitslosen, die in den 12 Monaten vor ihrer Einstellung wenigstens 6 Monate entschädigte Vollarbeitslose waren;
3. die im Rahmen des dritten Arbeitswegs beschäftigten Arbeitnehmer;
4. die gemäß den Bestimmungen des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor (P.R.I.M.E.-Programm) beschäftigten Arbeitnehmer;
5. die entschädigten Vollarbeitslosen, die mindestens 40 Jahre alt sind und alleine wohnen oder unter demselben Dach wie Personen wohnen, die mittellos sind oder deren einzige Mittel aus den Entschädigungen der Sozialversicherung oder der Sozialhilfe bestehen, deren Summe jährlich nicht einen Betrag übersteigen darf, der 313mal dem in Anwendung der Artikel 113 und 114, §§ 1 bis 4, des Königlichen Erlasses täglich gewährten Höchstbetrag an Arbeitslosengeld entspricht;
6. die Personen, denen innerhalb der 12 Monate vor ihrer Einstellung während 6 Monaten das durch das Gesetz vom 7. August 1974 über die Einrichtung eines Rechts auf ein Existenzminimum eingerichtete Existenzminimum gezahlt wurde;
7. die Arbeitssuchenden, denen das durch das Gesetz vom 7. August 1974 über die Einrichtung eines Rechts auf ein Existenzminimum eingerichtete Existenzminimum gezahlt wurde, die älter als 40 Jahre sind und alleine wohnen oder unter dem Dach von Personen, die mittellos sind oder deren einzige Mittel aus den Entschädigungen der Sozialversicherung oder der Sozialhilfe bestehen, deren Summe jährlich nicht einen Betrag übersteigen darf, der 313mal dem in Anwendung der Artikel 113 und 114, §§ 1 bis 4, des Königlichen Erlasses täglich gewährten Höchstbetrag an Arbeitslosengeld entspricht;
8. die Arbeitslosen, deren Recht auf Arbeitslosengeld in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses aufgehoben wurde;
9. die Arbeitslosen, die gemäß Artikel 78 des Königlichen Erlasses in einer beschützenden Werkstätte beschäftigt sind;
10. die in den Artikeln 89 und 90 des Königlichen Erlasses angeführten Arbeitslosen;
11. die aufgrund von Artikel 101 des Königlichen Erlasses entschädigten Arbeitslosen;
12. die Teilzeitarbeitnehmer, die in Anwendung von Artikel 131bis des Königlichen Erlasses Anrecht auf eine garantierte Einkommenszulage haben;
13. die Teilzeitarbeitnehmer, deren Rechte in Anwendung von Artikel 29, § 2 des Königlichen Erlasses aufrechterhalten werden, außer wenn es sich um Arbeitnehmer handelt, deren Einkünfte das Richteinkommen übersteigen;
14. die als A.C.S. beschäftigten Arbeitnehmer.

Die Situation der in Absatz 1 angeführten Personen wird am Tag vor der Vertragsdurchführung bewertet.

§ 2. Für die Anwendung von § 1, 1° und 2° gilt als Zeitspanne der entschädigten Vollzeitbeschäftigung:

1. die Beschäftigungsdauer als im Rahmen des zeitweiligen Sonderstellenplans, des dritten Arbeitsweges, des zwischendepartementalen Haushaltsfonds für die Beschäftigung, des P.R.I.M.E.-Programmes oder als subventioniertes Vertragspersonalmitglied beschäftigter Arbeitsloser;
2. die Beschäftigungsdauer als gemäß Artikel 60, § 7, des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren beschäftigtes Vertragspersonalmitglied;
3. die Dauer, während deren der Arbeitssuchende das Existenzminimum bezogen hat;
4. die Dauer, während deren der Arbeitssuchende in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses kein Arbeitslosengeld bezogen hat;
5. die Dauer der Teilzeitbeschäftigung, während deren aufgrund von Artikel 101 des Königlichen Erlasses Arbeitslosengeld gezahlt wurde;
6. die Dauer der Teilzeitbeschäftigung, während deren in Anwendung von Artikel 131bis des Königlichen Erlasses eine garantierte Einkommenszulage gezahlt wurde;
7. die Dauer der Teilzeitbeschäftigung, während deren die Rechte in Anwendung von Artikel 29, § 2 des Königlichen Erlasses aufrechterhalten wurden, außer wenn es sich um Arbeitnehmer handelt, deren Einkünfte das Richteinkommen übersteigen;
8. die Dauer, während deren der Arbeitslose einen durch das FOREm gemäß dem Erlaß der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 12. Mai 1987 über die Berufsbildung oder dem Erlaß der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 12. Juni 1985 über die Bewilligung bestimmter Vorteile an Personen, die eine Berufsausbildung und -umschulung erhalten, organisierten oder anerkannten Fortbildungslehrgang ablegt.

§ 3. Die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, b, genannten Arbeitgeber dürfen A.C.S. nur einstellen, um folgende Aufgaben auszuführen:

1. die Person, die sich in einer Problemsituation befindet, je nach den zu unternehmenden Schritten an die zuständigen Dienststellen weiterleiten, d.h. an die Ausbilder, das FOREm, um die Bilanz ihrer Situation und ihrer beruflichen Kernnische aufzustellen und an den T-Service Interim des FOREm;
2. eine personalisierte Betreuung dieser Person gewährleisten und ihr bei der Verfassung eines Lebenslaufs oder eines Begleitschreibens behilflich sein.

Es ist Aufgabe des FOREm, eine fachmännische Rolle bei der Auswahl und der Ausbildung der in den im vorliegenden Paragraphen angeführten Dienststellen beschäftigten A.C.S. wahrzunehmen.

Die Bewertung der Arbeit und die Entscheidung hinsichtlich der Weiterführung der bereits entwickelten Aktivitäten werden durch die Vertreter des FOREm, der subregionalen Ausschüsse für Beschäftigung und Ausbildung und der Projektinspektoren der Verwaltung gemeinsam getroffen.

§ 4. Die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, d, genannten Arbeitgeber dürfen A.C.S. nur während einer Dauer von sechs Monaten pro Kalenderjahr einstellen, um folgende Aufgaben auszuführen:

Ausgrabungen, Verstärkungen von Ruinen bzw. archäologischen Spuren oder die Aufwertung des Erbgutes.

§ 5. Die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, e, genannten Arbeitgeber dürfen A.C.S. nur einstellen, um die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. März 1994 über die regionalen Beschäftigungsdienste angeführten Aufgaben auszuführen.

Die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, f, genannten Arbeitgeber dürfen A.C.S. nur einstellen, um die in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 über die Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit angeführten Aufgaben auszuführen.

§ 6. Abweichend von § 1 sind die in Artikel 2, Absatz 1, 3° und 7°, b, c, e, f, genannten Arbeitgeber berechtigt, Personen, die am Tag vor ihrer Einstellung entschädigte Vollarbeitslose sind, als A.C.S. einzustellen.

Die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, c, genannten Arbeitgeber dürfen unter den in Absatz 1 genannten Bedingungen nur für Aufgaben als Ausbilder oder Lehrgangleiter Einstellungen vornehmen.

KAPITEL III. — Höhe der Prämien

Art. 5. § 1. Der jährliche Betrag der Prämie wird auf 203 000 BEF pro durch den Arbeitgeber eingestelltes A.C.S. festgelegt.

Was die in Artikel 2, Absatz 1, 2°, 5° und 8° genannten Arbeitgeber betrifft, ist keine Prämie für das bezuschulte Vertragspersonal zu zahlen, das eingestellt wurde, um Beamte zu ersetzen, bei denen es sich nicht um bezuschulte Vertragspersonalmitglieder handelt und die ihre Laufbahn im Sinne des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen unterbrechen.

§ 2. Für die Einstellung von A.C.S. durch die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, b, d, e, f, genannten Arbeitgeber wird die Prämie jeweils auf 700 000, 603 000, 700 000 und 500 000 BEF je eingestellter Beamter festgelegt.

Im Falle einer Teilzeitbeschäftigung werden diese Beträge jeweils im Verhältnis zu der Dauer der Leistungen gekürzt.

Für die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, b, und f, genannten Arbeitgeber wird die im vorangehenden Absatz angeführte Prämie für eine Anzahl A.C.S. gewährt, deren maximale Beschäftigungsdauer der von zwei ganztags beschäftigten Personen je Arbeitgeber entspricht:

Für die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, d, genannten Arbeitgeber wird die im ersten Absatz angeführte Prämie für eine Dauer von sechs Monaten pro Kalenderjahr gewährt.

Für die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, e, genannten Arbeitgeber wird die im ersten Absatz angeführte Prämie für eine Anzahl A.C.S. gewährt, deren maximale Beschäftigungsdauer der von fünf ganztags beschäftigten Personen je Arbeitgeber entspricht.

Art. 6. Die Regierung ist berechtigt für die Prämie einen Betrag festzulegen, der den in Artikel 5, § 1, Absatz 1, festgelegten Betrag übersteigt, ohne daß dieser jedoch für bestimmte Arbeitgeber oder für die Einstellung von Langzeitarbeitslosen bestimmter Kategorien den Betrag des Bruttoeinkommens übersteigen darf.

Sie legt die Anzahl von A.C.S. fest, die genaue Art ihrer Aufgaben, ihre Beschäftigungsdauer und die Dauer der Zahlung von Prämien.

KAPITEL IV. — Verfahren

Art. 7. § 1. Der Arbeitgeber, der einen A.C.S. einstellen möchte, übermittelt der Verwaltung einen Antrag, dem er folgende Schriftstücke beifügt:

1. ein Abkommensentwurf, der dem durch den Minister festgelegten Muster entspricht;
2. das Protokoll der Verhandlung mit den Gewerkschaften, das bescheinigt, daß die in Artikel 2 genannten Arbeitgeber ihren Personalmitgliedern die Vorteile der durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen eingeführten Laufbahnunterbrechung zuteil werden lassen.

§ 2. Die Verwaltung überprüft den Antrag, nach Eingang des Gutachtens der in Artikel 20 genannten Beamten.

§ 3. Der Minister genehmigt das Abkommen. Diese Genehmigung gilt als Grundsatzzustimmung. Die Verwaltung übermittelt diese Genehmigung dem Arbeitgeber und dem FOREM.

Handelt es sich um in Artikel 2, Absatz 1, 1° angeführte Arbeitgeber, unterliegt das Abkommen der vorherigen Zustimmung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, falls die Festlegung des Personalstatuts dieser Arbeitgeber in den Zuständigkeitsbereich der Regierung fällt.

Handelt es sich um Lehranstalten, übermittelt der Minister das Abkommen entweder der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Handelt es sich um in Artikel 2, Absatz 1, 7°, d, angeführte Arbeitgeber, unterliegt das Abkommen der vorherigen Zustimmung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

Art. 8. Der Arbeitgeber ist berechtigt, gemäß Artikel 7 jegliche Abänderung des Abkommens zu beantragen, insbesondere was die zulässigen Aktivitäten betrifft.

Wird ein ganztags beschäftigter A.C.S. durch mehrere Teilzeit-A.C.S. ersetzt und umgekehrt, gilt dies nicht als Abänderung. Der Arbeitgeber informiert die Verwaltung und das FOREM über diese Abänderungen.

KAPITEL V. — Anwerbung

Art. 9. Die A.C.S. werden in einem Arbeitsvertragsverhältnis, ganzzweilig oder teilzeitlich und für einen befristeten oder unbefristeten Zeitraum eingestellt.

Der Arbeitsvertrag der A.C.S. ist schriftlich gemäß dem durch den Minister festgelegten Modell festzustellen.

Art. 10. Die Einstellung des A.C.S. ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Übermittlung des in Artikel 7, § 1, 1°, genannten Abkommens zu vollziehen.

Nach diesem Datum erlischt das Recht auf die Prämie.

Art. 11. § 1. Die Anwerbung der A.C.S. darf nicht dazu führen, daß die in Einheiten von Ganztagsstellen berechnete durchschnittliche Anzahl von Personalmitgliedern, deren Lohnkosten allein durch den Arbeitgeber getragen werden und die im Laufe des Jahres vor dem Eingangsdatum des in Artikel 7, § 1, 1° angeführten Antrags beschäftigt wurden, verringert wird.

Der Minister kann von der in Absatz 1 angeführten Bestimmung abweichen, insofern die Personalverringering unabhängig von dem Willen des Arbeitgebers stattgefunden hat.

§ 2. Handelt es sich um in Artikel 2, Absatz 1, 7°, c, angeführte Arbeitgeber, darf die Einstellung von A.C.S. während den sechs Monaten davor nicht zu der Streichung von gleichwertigen Arbeitsplätzen führen oder geführt haben.

Art. 12. Ein bezuschusstes Vertragspersonalmitglied, das seine Stelle verlassen hat, darf ersetzt werden. Der Arbeitgeber behält den Betrag der gewährten Prämie, falls die Ersetzung innerhalb von drei Monaten ab dem Abgangsdatum des bezuschusteten Vertragspersonalmitglieds durchgeführt wurde.

KAPITEL VI. — Statut der A.C.S.

Art. 13. Die bezuschusteten Vertragspersonalmitglieder arbeiten unter der Verantwortung und der Autorität des Arbeitgebers der sie beschäftigt und entlohnt.

Die durch in Artikel 2, Absatz 1, 3° angeführten Arbeitgeber beschäftigten A.C.S., erhalten ihr Gehalt von der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Art. 14. § 1. Die durch in Artikel 2, Absatz 1, 1°, 2°, 5° und 8° angeführten Arbeitgeber beschäftigten A.C.S. erhalten ein Gehalt, das mindestens dem entspricht, das einem Beamten der Dienststellen der Regierung für eine gleiche oder ähnliche Aufgabe gezahlt wird, sowie die damit verbundenen Zulagen und in den Gehaltstabellen festgelegten Erhöhungen.

Die durch in Artikel 2, Absatz 1, 3°, 4°, 6° und 7° angeführten Arbeitgeber beschäftigten A.C.S., erhalten Gehälter, Erhöhungen und Zulagen, die denen entsprechen, die für eine gleiche oder gleichwertige Funktion in diesen Einrichtungen, Vereinigungen und Gesellschaften gewährt werden.

§ 2. Die effektiven Dienstleistungen, die durch den A.C.S. als beschäftigter Arbeitsloser, als Arbeiter im Rahmen des zeitweiligen Sonderstellenplans, des dritten Arbeitswegs, des gemäß dem vorgenannten Dekret vom 31. Mai 1990 oder als A.C.S. geleistet wurden, sind zulässig für die Gewährung von in den Gehaltstabellen festgelegten Erhöhungen.

Art. 15. Das auf die A.C.S. anwendbare System für den Jahresurlaub entspricht dem, das auf die durch den gleichen Arbeitgeber beschäftigten Vertragsmitglieder angewandt wird.

Art. 16. Die A.C.S. sind berechtigt, bei Aufrechterhaltung ihres Gehalts von ihrem Arbeitsplatz fernzubleiben, um auf ein Stellenangebot zu antworten; sie sind jedoch verpflichtet, eine Bescheinigung einzureichen, auf der Datum und Uhrzeit der Unterredung vermerkt sind.

Von dem im vorgenannten Absatz angeführten Abwesenheitsrecht kann ein oder zweimal wöchentlich Gebrauch gemacht werden, insofern die Dauer der Abwesenheit(en) nicht insgesamt die Dauer eines Arbeitstages pro Woche übersteigt.

KAPITEL VII. — Sanktionen

Art. 17. Der Minister hebt die Auszahlung der Prämie auf, wenn der Arbeitgeber den Personalmitgliedern nicht die Vorteile zuteil werden läßt, die mit der durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen eingeführten Laufbahnunterbrechung verbunden sind, oder wenn er - obwohl er dazu verpflichtet ist - nicht die Anzahl von Praktikanten beschäftigt, die durch den Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung der Jugendlichen vorgesehen ist.

Art. 18. § 1. Der Minister hebt die Auszahlung der Prämie auf, wenn der in Artikel 2, Absatz 1, 3°, 4°, 6° und 7° angeführte Arbeitgeber:

1. die bezuschusteten Personalmitglieder für Aufgaben einsetzt, die nicht zu denen des nicht-kommerziellen Sektors im Sinne von Artikel 1, Absatz 3 des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor gehören;

2. die in den Artikeln 9 bis 11 und in Artikel 98, § 2 und § 4 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, Titel III, Kapitel II - Schaffung eines Systems von bezuschusteten Personalmitgliedern innerhalb bestimmter öffentlicher Behörden angeführten Bedingungen nicht beachtet;

3. den Minister nicht unmittelbar darüber informiert, daß er in den Genuß einer anderen Beteiligung an den Lohnkosten der A.C.S. gelangt;

4. für die durch ihn beschäftigten A.C.S. entweder bei einer anerkannten Prämienversicherungsgesellschaft oder bei einer anerkannten allgemeinen Versicherungskasse keine Versicherung gegen Arbeitsunfälle abschließt.

Die in dem vorangehenden Absatz genannte Aufhebung bezieht sich nur auf die Prämien die für die Einstellung von A.C.S., die für nicht zugelassene Aktivitäten beschäftigt werden, gewährt werden.

§ 2. Der Minister hebt die Auszahlung der Prämie auf, wenn der in Artikel 2, Absatz 1, 1°, 2°, 5° und 8° angeführte Arbeitgeber Personen zu anderen Zwecken einstellt, als:

1. auf außerordentliche und zeitlich begrenzte Personalbedürfnisse einzugehen, unabhängig davon, ob es sich dabei um die Umsetzung von zeitlich begrenzten Aktionen handelt, oder um einen außerordentlichen Anstieg des Arbeitsvolumens;

2. um jene Beamten zu ersetzen, die ihr Amt nicht oder nur teilweise wahrnehmen, unbeschadet der Möglichkeit, ein statutmäßiges Personalmitglied durch ein anderes statutmäßiges Personalmitglied zu ersetzen;

3. um nebensächliche oder spezifische Aufgaben wahrzunehmen.

Art. 19. § 1. Die Aufhebung wird wirksam ab dem Tag, an dem der Verstoß festgestellt wurde.

§ 2. Der Minister überstellt diese Entscheidung dem Arbeitgeber, dem FOREM, der Verwaltung und ggf. dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, oder dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

Handelt es sich um Lehranstalten, notifiziert der Minister die Aufhebungsentscheidung der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Art. 20. Der Minister bezeichnet innerhalb der Verwaltung die Beamten, die mit der Überprüfung der Beachtung der durch das Gesetz und den vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen beauftragt sind.

KAPITEL VIII. — Abschließende Bestimmungen

Art. 21. Werden aufgehoben:

1. der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. März 1989 zur Ausführung von Titel III, Kapitel II des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. September 1991;

2. der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Juni 1989 zur Ausführung von Artikel 93, Absatz 4 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988;
3. der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Oktober 1989 zur Ausführung von Artikel 97, § 3 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 und 19. November 1992;
4. der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. August 1992 zur Ausführung von Artikel 93, § 3 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988;
5. der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. Juni 1993 über die den Ausgrabungen oder den Erneuerungen von archäologischen Stätten zugeteilten bezuschußten Vertragsbediensteten;
6. der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 1993 zur Ausführung von Artikel 97, § 3 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988;
7. der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 1993 über das in lokalen Empfangs- und Informationsdiensten für Arbeitsuchende beschäftigte bezuschußte Vertragspersonal, abgeändert durch den Erlaß vom 6. April 1995;
8. Artikel 3, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. März 1994 über die regionalen Beschäftigungsdienste;
9. Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 über die Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit.
- Art. 22. Der vorliegende Erlaß tritt in Kraft am ersten Tag des Monats, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt. Für die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, b, c, d, e, f, angeführten Arbeitgeber tritt er jeweils am 31. Dezember 1998, am 1. Januar 1997, am 1. Januar 1996, am 1. April 1996 und am 1. Mai 1997 außer Kraft.
- Art. 23. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
- Namur, den 11. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsausbildung,

A. LIENARD

Anlage

ÜBEREINSTIMMUNGSTABELLE

<u>Erlaß</u>	<u>Geltende Bestimmungen</u>
Artikel 1	Neue Bestimmung
Art. 2, Abs. 1, 1° bis 3°	Art. 93, Abs. 1, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988
Art. 2, Abs. 1, 4° und 5°	Art. 1 des E.W.R.E. vom 29. Juni 1989 und neue Bestimmung
Art. 2, Abs. 1, 6° und 7°, a)	Art. 93, Abs. 2, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988
Art. 2, Abs. 1, 7°, b)	Art. 1. des E.W.R. vom 9. Dezember 1993
Art. 2, Abs. 1, 7°, c)	Art. 1 des E.W.R.E. vom 5. Oktober 1989, abgeändert durch den E.W.R.E. vom 19. November 1992
Art. 2, Abs. 1, 7°, d)	Art. 1 und 2 des E.W.R. vom 17. Juni 1993
Art. 2, Abs. 1, 7°, e)	Art. 1 des E.W.R. vom 31. März 1994
Art. 2, Abs. 1, 7°, f)	Neue Bestimmung
Art. 2, Abs. 1, 8°	Art. 1 des E.W.R.E. vom 29. Juni 1989
Art. 2, Abs. 2	Neue Bestimmung
Art. 3, Abs. 1, 1°, 2° und 3°	Art. 93, Abs. 3, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988
Art. 3, Abs. 2	Art. 2, Abs. 2, des E.W.R. vom 9. Dezember 1993
Art. 4, § 1, Abs. 1, 1°	Art. 97, § 1, 1°, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988
Art. 4, § 1, Abs. 1, 2°	Art. 97, § 1, 2°, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988
Art. 4, § 1, Abs. 1, 3°	Art. 97, § 1, 3°, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988
Art. 4, § 1, Abs. 1, 4°	Art. 1, des E.W.R.E. vom 6. August 1992
Art. 4, § 1, Abs. 1, 5° und 7°	Art. 97, § 1, 4°, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988
Art. 4, § 1, Abs. 1, 6°	Neue Bestimmung

- Art. 4, § 1, Abs. 1, 8°
- Art. 4, § 1, Abs. 1, 9° bis 14°
- Art. 4, § 1, Abs. 2
- Art. 4, § 2, Abs. 1, 1°
- Art. 4, § 2, Abs. 1, 2° bis 8°
- Art. 4, § 3, Abs. 1
- Art. 4, § 3, Abs. 2 und 3
- Art. 4, § 4
- Art. 4, § 5, Abs. 1
- Art. 4, § 5, Abs. 2
- Art. 4, § 6, Abs. 1
- Art. 4, § 6, Abs. 2
- Art. 5, § 1, Abs. 1
- Art. 5, § 1, Abs. 2
- Art. 5, § 2, Abs. 1
- Art. 5, § 2, Abs. 2
- Art. 5, § 2, Abs. 3
- Art. 5, § 2, Abs. 4
- Art. 5, § 2, Abs. 5
- Art. 6
- Art. 7, §§ 1 und 2
- Art. 7, § 3, Abs. 1
- Art. 7, § 3, Abs. 2
- Art. 7, § 3, Abs. 3
- Art. 7, § 3, Abs. 4
- Art. 8
- Art. 9, Abs. 1
- Art. 9, Abs. 2
- Art. 10
- Art. 11, § 1
- Art. 11, § 2
- Art. 12
- Art. 13
- Art. 14, § 1
- Art. 1, des E.W.R. vom 7. Oktober 1993
- Neue Bestimmungen
- Neue Bestimmung
- Art. 97, § 2, des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988 und neue Bestimmung pro parte
- Neue Bestimmungen
- Art. 3 des E.W.R. vom 9. Dezember 1993
- Art. 4 des E.W.R. vom 9. Dezember 1993
- Art. 3 und 4 des E.W.R. vom 9. Dezember 1993
- Art. 2 des E.W.R. vom 31. März 1994
- Art. 22, Abs. 1 des E.W.R. vom 6. April 1995
- Art. 1 des E.W.R.E. vom 5. Oktober 1989 in seiner abg. Fassung; Art. 5 des E.W.R. vom 9. Dezember 1993; Art. 3, § 1, Abs. 4, des E.W.R. vom 31. März 1994; Art. 22, Abs. 4, des E.W.R. vom 6. April 1995
- Art. 1, § 2, des E.W.R.E. vom 5. Oktober 1989 in seiner abgeänderten Fassung
- Art. 4, § 1, des E.W.R.E. vom 16. März 1989
- Art. 4, § 1, Abs. 2, des E.W.R.E. vom 16. März 1989
- Art. 6 des E.W.R. vom 9. Dezember 1993; Art. 3 des E.W.R. vom 17. Juni 1993; Art. 3, § 1, Abs. 2, des E.W.R. vom 31. März 1994; Art. 22, Abs. 3, des E.W.R. vom 6. April 1995
- Art. 6, Abs. 2, des E.W.R. vom 9. Dezember 1993 und Art. 3, § 1, Abs. 3, des E.W.R. vom 31. März 1994
- Art. 7 des E.W.R. vom 9. Dezember 1993; Art. 22, Abs. 2, des E.W.R. vom 6. April 1995
- Art. 2 des E.W.R. vom 17. Juni 1993
- Art. 3, § 1, Abs. 2, des E.W.R. vom 31. März 1994
- Art. 4, § 2, des E.W.R.E. vom 16. März 1989
- Art. 2, §§ 1 und 2, des E.W.R.E. vom 16. März 1989
- Art. 2, §§ 3 und 4, des E.W.R.E. vom 16. März 1989
- Neue Bestimmung
- Art. 2, § 4, Abs. 3, des E.W.R.E. vom 16. März 1989
- Art. 2 des E.W.R. vom 17. Juni 1993
- Neue Bestimmung
- Art. 94, § 1, Abs. 3, des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988
- Neue Bestimmung
- Neue Bestimmung
- Neue Bestimmung
- Art. 1, § 2, des E.W.R.E. vom 5. Oktober 1989 in seiner abg. Fassung
- Neue Bestimmung
- Art. 98, § 1, des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988
- Art. 98, § 2, des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988

Art. 14, § 2	Art. 6, § 1, des E.W.R.E. vom 16. März 1989
Art. 15	Art. 98, § 4, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988
Art. 16	Neue Bestimmung
Art. 17	Neue Bestimmung
Art. 18, § 1	Art. 5 des E.W.R.E. vom 16. März 1989
Art. 18, § 2	Neue Bestimmung
Art. 19	Neue Bestimmung
Art. 20	Art. 7 des E.W.R.E. vom 16. März 1989
Art. 21	Abschlußbestimmungen
Art. 22	Abschlußbestimmungen
Art. 23	Abschlußbestimmungen

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschuften Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsausbildung,
A. LIENARD

VERTALING

N. 95 - 2380

[C - 27465]

11 MEI 1995. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers

De Waalse Regering,

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 93 en 94, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, artikel 95, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991, en de artikelen 100 en 101;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de "Office régional de l'Emploi" (Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling), inzonderheid op artikel 23, § 1;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de rechtszekerheid de coördinatie vordert van het geheel van de losse wettelijke en verordeningbepalingen die van toepassing zijn op de materie;

Overwegende dat de betrokken werkgevers zo spoedig mogelijk over een gecoördineerde reglementering moeten kunnen beschikken;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "Minister" : de Minister van Tewerkstelling;
2. "Bestuur" : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
3. "FOREm" : de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi";
4. "Geco" : de gesubsidieerde contractueel;
5. "koninklijk besluit" : het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;
6. "wet" : de programmawet van 30 december 1988, Titel III, Hoofdstuk II - Opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen.

HOOFDSTUK II. — *Premiegerechtigden*

Art. 2. Er wordt een jaarlijkse premie verleend aan de hierna vermelde werkgevers die geco's in dienst nemen :

1. de administraties en diensten van het Gewest en de openbare instellingen die ervan afhankelijk zijn;
2. de administraties en diensten van de Franse en Duitstalige Gemeenschappen en de openbare instellingen die ervan afhankelijk zijn;
3. de door de Franse of Duitstalige Gemeenschap georganiseerde, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstellingen;
4. de verenigingen van gemeenten, behalve die van de energiesector, en de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
5. de openbare instellingen voor de temporalien van de erediensers;
6. de plaatselijke maatschappijen voor sociale woningen;
7. de instellingen van openbaar nut en de verenigingen zonder winstoogmerk onder toepassing van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, en opgericht :

a) met een sociaal, humanifair of cultureel doel;

b) als plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling die bedrijvig zijn in het kader van de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces en noodzakelijkerwijs bestaan uit de plaatselijke openbare besturen, de "FOREm" en de privé-partners, waarbij deze laatste in de meerderheid zijn.

Die diensten hebben als doel het onthaal en de informatie van personen die moeilijkheden ondervinden i.v.m. hun inschakeling of wederopname in het arbeidsproces;

- c) als vereniging voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces;
- d) met het oog op de opwaardering van het patrimonium, met name d.m.v. opgravingen, consolidering van ruïnes, van archeologische sites;
- e) als gewestelijke zending, erkend door de Minister overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994, die zich bezighoudt met de inschakeling of wederopname in het arbeidsproces van werkzoekenden die niet beschikken over de bekwaamheden die meestal vereist zijn om toegang te hebben tot de traditionele instellingen voor opleiding en inschakeling in het arbeidsproces;
- f) als bedrijf voor vorming door arbeid erkend door de Minister van Beroepsopleiding, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995;

8. de afwateringen.

De indienstneming van geco's door de in voornoemde alinea bedoelde werkgevers is onderworpen aan de toepassing op hun personeelsleden van de voordelen van de loopbaanonderbreking ingesteld bij de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Art. 3. De premie wordt niet toegekend aan :

1. de verenigingen zonder winstoogmerk in de oprichting of de leiding waarvan de plaatselijke openbare besturen een overwegende rol spelen;
2. de ziekenhuizen;
3. de openbare kredietinstellingen.

Voor de toepassing van de vorige alinea spelen de openbare plaatselijke besturen een beslissende rol als ze door minstens twee derde van de leden van de raad van bestuur vertegenwoordigd worden.

Art. 4. § 1. Een geco-betrekking kan worden bekleed door :

1. de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die in de loop van het jaar voorafgaande aan hun indienstneming ten minste zes maanden volledig werkloos zijn geweest;
2. de volledig werklozen, bedoeld in de artikelen 30, alinea 3, 7°, en 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit, die in de loop van het jaar voorafgaande aan hun indienstneming zes maanden werkloos zijn geweest;
3. de in het kader van het "Derde arbeidscircuit" tewerkgestelde werknemers;
4. de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig de bepalingen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector ("P.R.I.M.E."-programma);
5. de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen van minstens 40 jaar oud, die alleen of in hetzelfde huis als personen zonder bestaansmiddelen leven of die als enig inkomen uitkeringen van de sociale zekerheid of sociale bijstand genieten. Dat inkomen mag jaarlijks niet hoger zijn dan een bedrag gelijk aan 313 maal de maximale dagelijkse werkloosheidsuitkeringen, overeenkomstig de artikelen 113 en 114, §§ 1 tot 4, van het koninklijk besluit;
6. de rechthebbenden, tijdens zes maanden in de loop van het jaar voorafgaande aan hun indienstneming, op het bestaansminimum voorzien bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;
7. de werkzoekenden van minstens 40 jaar oud die recht hebben op het bestaansminimum voorzien bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, en alleen of in hetzelfde huis als personen zonder bestaansmiddelen leven of die als enige middelen uitkeringen van de sociale zekerheid of sociale bijstand genieten. Dat inkomen mag jaarlijks niet hoger zijn dan een bedrag gelijk aan 313 maal de maximale toelage, overeenkomstig de artikelen 113 en 114, §§ 1 tot 4, van het koninklijk besluit;
8. de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van het koninklijk besluit;
9. de overeenkomstig artikel 78 van het koninklijk besluit in een beschermd werkplaats tewerkgestelde werklozen;
10. de in artikel 89 of 90 van het koninklijk besluit bedoelde werklozen;
11. de krachtens artikel 101 van het koninklijk besluit uitkeringsgerechtigde werklozen;
12. de deeltijdse werknemers die recht hebben op de inkomensgarantie-uitkering op grond van artikel 131bis van het koninklijk besluit;
13. de deeltijdse werknemers met behoud van hun rechten, overeenkomstig artikel 29, § 2, van het koninklijk besluit, behalve voor de werknemers van wie het loon gelijk is aan het referenteloon;
14. de als geco's tewerkgestelde werknemers.

De situatie van de in alinea 1 bedoelde personen wordt beoordeeld de dag voorafgaande aan de dag waarop het contract begint te lopen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 1° en 2°, wordt als werkloosheidsduur van een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze beschouwd :

1. de periode van tewerkstelling van de werknemer die, in het "Bijzonder tijdelijk kader", in het "Derde arbeidscircuit", in het "Bovendepartementale begrotingsfonds", in het "P.R.I.M.E."-programma als tewerkgestelde werkloze of als gesubsidieerde contractueel tewerkgesteld wordt;

2. de periode van tewerkstelling als tewerkgestelde contractueel, overeenkomstig artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3. de periode waarin een werkzoekende het bestaansminimum heeft genoten;

4. de periode waarin de werkloze geen werkloosheidsuitkeringen heeft genoten, overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van het koninklijk besluit;

5. de deeltijdse arbeidsperiode waarin werkloosheidsuitkeringen worden uitbetaald, overeenkomstig artikel 101 van het koninklijk besluit;

6. de deeltijdse arbeidsperiode waarin inkomensgarantie-uitkeringen worden uitbetaald, overeenkomstig artikel 131bis van het koninklijk besluit;

7. de deeltijdse arbeidsperiode met behoud van rechten, overeenkomstig artikel 29, § 2, van het koninklijk besluit, behalve voor de werknemer wiens loon gelijk is aan het referentieloon;

8. de periode waarin de werkloze een door de "FOREm" georganiseerde of erkende opleiding heeft gevolgd, overeenkomstig het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding of het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 12 juni 1985 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de personen die een beroepsopleiding volgen.

§ 3. De in artikel 2, § 1, 7°, b, bedoelde werkgevers mogen geco's alleen in dienst nemen om de volgende opdrachten te vervullen :

1. de in moeilijkheden verkerende persoon oriënteren naar de bevoegde diensten, naar de opleidingsoperateurs, naar de "FOREm", naar de "T-Service Interim" van de "FOREm", om een balans van zijn situatie en beroepskennissen op te maken;

2. deze persoon persoonlijk begeleiden en hem een curriculum vitae of een begeleidingsbrief helpen opstellen.

De "FOREm" wordt belast met een taak van technicus m.b.t. de keuze en de opleiding van de geco's die bij de in deze paragraaf bedoelde diensten aangesteld worden.

Voor de evaluatie van het werk en het toezicht op de ontwikkelde activiteiten zal gezamenlijk worden gezorgd door de vertegenwoordigers van de "FOREm" en de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming en door de inspecteurs van de ontwerpen van het bestuur.

§ 4. De in artikel 2, alinea 1, 7°, d, bedoelde werkgevers mogen geco's tijdens een periode van zes maanden per kalenderjaar alleen in dienst nemen om hen de volgende opdrachten toe te vertrouwen : opgravingen, consolidering van ruïnes, van archeologische overblijfselen of opwaardering van het patrimonium.

§ 5. De in artikel 2, alinea 1, 7°, e, bedoelde werkgevers mogen geco's alleen in dienst nemen voor de opdrachten bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling.

De in artikel 2, alinea 1, 7°, f, bedoelde werkgevers mogen geco's alleen in dienst nemen voor de taken bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 betreffende de bedrijven voor vorming door arbeid.

§ 6. In afwijking van § 1 mogen de in artikel 2, alinea 1, 3° en 7°, b, c, e, f, bedoelde werkgevers volledig uitkeringsgerechtigde werklozen als geco's tewerkstellen op de dag voorafgaande aan de dag van hun indienstneming.

De in artikel 2, alinea 1, 7°, c, bedoelde werkgevers mogen, onder de in alinea 1 bedoelde voorwaarden, alleen personeel in dienst nemen voor functies van formateur of instructeur.

HOOFDSTUK III. — Premiebedrag

Art. 5. § 1. Het jaarlijkse premiebedrag wordt vastgesteld op 203 000 frank per geco die door de werkgever in dienst wordt genomen.

De in artikel 2, alinea 1, 1°, 2°, 5° en 8°, bedoelde werkgevers genieten geen premie voor de indienstneming van andere contractuelen dan gesubsidieerde contractuelen ter vervanging van personeelsleden die hun loopbaan onderbreken in de zin van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

§ 2. Voor de indienstneming van geco's door de in artikel 2, alinea 1, 7°, b, d, e, f, bedoelde werkgevers wordt het premiebedrag respectievelijk vastgesteld op 700 000, 603 000, 700 000 en 500 000 frank per tewerkgestelde contractueel.

In geval van half-time tewerkstelling worden deze bedragen naar rata van de duur van de dienstverleningen verminderd.

De in artikel 2, alinea 1, 7°, b en f, bedoelde werkgevers genieten de in alinea 1 vermelde premie voor een aantal geco's gelijk aan maximum twee voltijdse banen per werkgever.

De in artikel 2, alinea 1, 7°, d, bedoelde werkgevers genieten de in alinea 1 vermelde premie tijdens een periode van zes maanden per kalenderjaar.

De in artikel 2, alinea 1, 7°, e, bedoelde werkgevers genieten de in alinea 1 vermelde premie voor een aantal geco's gelijk aan maximum vijf voltijdse banen per werkgever.

Art. 6. Voor sommige werkgevers of voor de indienstneming van bepaalde categorieën langdurige werklozen kan de Regering een premiebedrag vaststellen dat hoger is dan het bedrag waarvan sprake in artikel 5, § 1, alinea 1, zonder het bedrag van het brutoloon te overschrijden.

Ze stelt het aantal geco's vast, alsmede de juiste aard van hun opdrachten, de duur van hun tewerkstelling en van de betaling van de premies.

HOOFDSTUK IV. — Procedure

Art. 7. § 1. De werkgever die geco's in dienst wenst te nemen, stuurt een aanvraag aan het Bestuur, met :

1. een overeenkomstontwerp dat overeenstemt met het door de Minister bepaalde model;

2. het protocol van de vakbondsonderhandelingen waarbij wordt bevestigd dat de in artikel 2 bedoelde werkgevers de voordelen van de loopbaanonderbreking, ingesteld bij de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, op hun personeelsleden toepassen.

§ 2. Het Bestuur behandelt de aanvraag na het advies van de in artikel 20 bedoelde ambtenaren te hebben ingewonnen.

§ 3. De Minister keurt de overeenkomst goed, hetgeen neerkomt op een principiële akkoord. Het Bestuur stelt de werkgever en de "FOREm" in kennis ervan.

Wat de in artikel 2, alinea 1, 1°, bedoelde werkgevers betreft, moet de overeenkomst aan het voorafgaande akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken onderworpen worden, wanneer de vaststelling van het statuut van het personeel van deze werkgevers, tot de bevoegdheid van de Regering behoort.

Voor de onderwijsinstellingen betekent de Minister de overeenkomst, hetzij aan de Regering van de Franse Gemeenschap, hetzij aan de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Wat de in artikel 2, alinea 1, 7°, d, bedoelde werkgevers betreft, moet de overeenkomst aan het voorafgaande akkoord van de Minister van Ruimtelijke Ordening onderworpen worden.

Art. 8. De werkgever mag, overeenkomstig artikel 7, elke overeenkomstwijziging vragen, met name wat de erkende activiteiten betreft.

De vervanging van een voltijds tewerkgestelde geco door verschillende part-time geco's en omgekeerd wordt niet als een wijziging beschouwd. De werkgever stelt het Bestuur en de "FOREm" in kennis van deze wijzigingen.

HOOFDSTUK V. — *Werving*

Art. 9. De geco's worden bij arbeidsovereenkomst voltijds of part-time voor een bepaalde of onbepaalde periode in dienst genomen.

De arbeidsovereenkomst van de geco's moet schriftelijk vastgelegd worden, overeenkomstig het door de Minister bepaalde model.

Art. 10. De indienstneming van de geco's moet plaatsvinden binnen zes maanden vanaf de dag van kennisgeving van de in artikel 7, § 1, 1°, bedoelde overeenkomst aan de werkgever.

Na het verstrijken van deze termijn gaat het recht op de premie teniet.

Art. 11. § 1. De werving van geco's mag geen aanleiding geven tot een vermindering van het in voltijdse equivalenten berekende gemiddeld aantal personeelsleden van wie de loonkost volledig door de werkgever gedragen wordt en die het jaar vóór de datum van ontvangst van de in artikel 7, § 1, 1°, bedoelde aanvraag tewerkgesteld zijn.

De Minister mag van de in alinea 1 bedoelde bepaling afwijken, voor zover de vermindering van het personeelsbestand niet afhankelijk is van de wil van de werkgever.

§ 2. Wat de in artikel 2, alinea 1, 7°, c, bedoelde werkgevers betreft, mogen de door geco's beklede banen, binnen zes maanden die aan de wervingsdatum voorafgaan, geen aanleiding geven of gegeven hebben tot de opheffing van andere gelijkwaardige betrekkingen.

Art. 12. Een gesubsidieerde contractueel die zijn betrekking heeft opgegeven, mag vervangen worden.

De werkgever behoudt het bedrag van de verleende premie als de vervanging plaatsvindt binnen drie maanden na de vertrekdatum van de gesubsidieerde contractueel.

HOOFDSTUK VI. — *Statuut van de geco's*

Art. 13. De gesubsidieerde contractuelen werken onder de verantwoordelijkheid en het gezag van de werkgever die hen tewerkstelt en betaalt.

De geco's tewerkgesteld door de in artikel 2, alinea 1, 3°, bedoelde werkgevers, worden betaald door de Regering van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 14. § 1. De geco's die door de in artikel 2, alinea 1, 1°, 2°, 5° en 8°, bedoelde werkgevers tewerkgesteld worden, genieten een bezoldiging minstens gelijk aan de wedde die een ambtenaar van de diensten van de Regering voor hetzelfde ambt of een gelijkwaardig ambt geniet, alsook de daaraan verbonden toelagen en weddeschaalverhogingen.

De geco's tewerkgesteld door de in artikel 2, alinea 1, 3°, 4°, 6° en 7°, bedoelde werkgevers, genieten dezelfde bezoldiging, verhogingen en toelagen als voor hetzelfde ambt of een gelijkwaardig ambt in deze instellingen, verenigingen en maatschappijen.

§ 2. De effectieve diensten die de geco heeft verleend als tewerkgestelde werkloze, werknemer van het "Bijzonder tijdelijk kader", van het "Derde arbeidscircuit", als overeenkomstig voornoemd decreet van 31 mei 1990 tewerkgestelde werknemer, komen in aanmerking voor weddeschaalverhogingen.

Art. 15. Wat de jaarlijkse vakantie betreft, ressorteren de geco's onder hetzelfde stelsel als de contractuelen die door dezelfde werkgever tewerkgesteld worden.

Art. 16. De geco's mogen, met behoud van hun loon, het werk verlaten om zich voor een vacature te melden; ze moeten dan een attest voorleggen met de datum en het uur van hun afwezigheid.

De geco's mogen één of twee keer per week afwezig zijn, voor zover de totale afwezigheidsduur niet meer dan een werkdag bedraagt.

HOOFDSTUK VII. — *Sancties*

Art. 17. De Minister schorst de storting van de premie als de werkgever zijn personeel de voordelen ontzegt van de loopbaanonderbreking die is ingesteld bij de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, of niet het aantal stagiairs tewerkstelt dat wordt opgelegd bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

Art. 18. § 1. De Minister schorst de storting van de premie als de in artikel 2, alinea 1, 3°, 4°, 6° en 7°, bedoelde werkgever:

1. gesubsidieerde contractuelen aanstelt voor andere taken dan die van de niet-commerciële sector in de zin van artikel 1, alinea 3, van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

2. de voorwaarden niet vervult waarvan sprake is in de artikelen 9 tot 11, alsook in artikel 98, § 2 en § 4, van de programawet van 30 december 1988, Titel III, Hoofdstuk II - Opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen;

3. de Minister niet onmiddellijk verwittigt dat hij een andere tegemoetkoming in de loonkost van een geco gebruikt;

4. voor de geco's die hij tewerkstelt geen verzekering tegen arbeidsongevallen afsluit, hetzij bij een erkende verzekeringsmaatschappij, hetzij bij een erkend gemeenschappelijk verzekeringsfonds.

De hierboven bedoelde schorsing slaat slechts op premies voor de indienstneming van geco's die voor ongeoorloofde activiteiten aangesteld zijn.

§ 2. De Minister schorst de storting van de premie als de in artikel 2, alinea 1, 1°, 2°, 5° en 8°, bedoelde werkgever personen in dienst neemt met een ander doel dan:

1. in uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voorzien; het betreft ofwel in de tijd beperkte acties, ofwel een buitengewone werktoename;

2. ambtenaren te vervangen die hun betrekking niet of slechts deeltijds bekleeden, onverminderd de mogelijkheid om een statutair personeelslid door een ander statutair personeelslid te vervangen;

3. bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen.

Art. 19. § 1. De schorsing gaat in de dag waarop de overtreding wordt vastgesteld.

§ 2. De Minister betekent de beslissing i.v.m. de schorsing aan de werkgever, de "FOREM", het Bestuur en, in voorkomend geval, aan de Minister van Ambtenarenzaken of de Minister van Ruimtelijke Ordening.

Wat de onderwijsinstellingen betreft, betekent de Minister de beslissing aan de Regering van de Franse Gemeenschap of aan de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 20. De Minister benoemt, binnen het Bestuur, de ambtenaren die er zorg voor dragen dat de bij de wet en dit besluit opgelegde voorwaarden worden vervuld.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 21. Opgeheven worden:

1. het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989 houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 september 1991;

2. het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 juni 1989 houdende uitvoering van artikel 93, 4e lid, van de programmawet van 30 december 1988;

3. het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1989 tot uitvoering van artikel 97, § 3, van de programmawet van 30 december 1988, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 en 19 november 1992;

4. het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 augustus 1992 tot uitvoering van artikel 97, § 3, van de programmawet van 30 december 1988;

5. het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 1993 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor opgravingen of renovaties van archeologische sites;

6. het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 1993 tot uitvoering van artikel 97, § 3, van de programmawet van 30 december 1988;

7. het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij het besluit van 6 april 1995;

8. artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

9. artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 betreffende de bedrijven voor vorming door arbeid.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Wat de in artikel 2, alinea 1, 7°, b, c, d, e, f, bedoelde werkgevers betreft, houdt de uitwerking ervan respectievelijk op met ingang van 31 december 1998, 1 januari 1997, 1 januari 1996, 1 april 1996 en 1 mei 1997.

Art. 23. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

Bijlage

CONCORDANTIETABEL

<u>Besluit</u>	<u>Geldende bepalingen</u>
Artikel 1	nieuwe bepaling
Art. 2, al. 1, 1° tot 3°	art. 93, al. 1, van de programmawet van 30 december 1988
Art. 2, al. 1, 4° en 5°	art. 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 juni 1989 en nieuwe bepaling
Art. 2, al. 1, 6° en 7°, a)	art. 93, al. 2, van de programmawet van 30 december 1988
Art. 2, al. 1, 7°, b)	art. 1 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993
Art. 2, al. 1, 7°, c)	art. 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1989, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 november 1992
Art. 2, al. 1, 7°, d)	art. 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 1993
Art. 2, al. 1, 7°, e)	art. 1 van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994
Art. 2, al. 1, 7°, f)	nieuwe bepaling

- Art. 2, al. 1, 8°
- Art. 2, al. 2
- Art. 3, al. 1, 1°, 2° en 3°
- Art. 3, al. 2
- Art. 4, § 1, al. 1, 1°
- Art. 4, § 1, al. 1, 2°
- Art. 4, § 1, al. 1, 3°
- Art. 4, § 1, al. 1, 4°
- Art. 4, § 1, al. 1, 5° en 7°
- Art. 4, § 1, al. 1, 6°
- Art. 4, § 1, al. 1, 8°
- Art. 4, § 1, al. 1, 9° tot 14°
- Art. 4, § 1, al. 2
- Art. 4, § 2, al. 1, 1°
- Art. 4, § 2, al. 1, 2° tot 8°
- Art. 4, § 3, al. 1
- Art. 4, § 3, al. 2 en 3
- Art. 4, § 4
- Art. 4, § 5, al. 1
- Art. 4, § 5, al. 2
- Art. 4, § 6, al. 1
- Art. 4, § 6, al. 2
- Art. 5, § 1, al. 1
- Art. 5, § 1, al. 2
- Art. 5, § 2, al. 1
- Art. 5, § 2, al. 2
- Art. 5, § 2, al. 3
- Art. 5, § 2, al. 4
- art. 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 1989
nieuwe bepaling
- art. 93, al. 3, van de programmawet van 30 december 1988
- art. 2, al. 2, van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993
- art. 97, § 1, 1°, van de programmawet van 30 december 1988
- art. 97, § 1, 2°, van de programmawet van 30 december 1988
- art. 97, § 1, 3°, van de programmawet van 30 december 1988
- art. 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 augustus 1992
- art. 97, § 1, 4°, van de programmawet van 30 december 1988
nieuwe bepaling
- art. 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 oktober 1993
nieuwe bepalingen
nieuwe bepaling
- art. 97, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 en
nieuwe bepaling pro parte
- nieuwe bepalingen
- art. 3 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993
- art. 4 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993
- art. 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993
- art. 2 van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994
- art. 22, al. 1, van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995
- art. 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1989 zoals gewijzigd; art. 5 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993; art. 3, § 1, al. 4, van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994; art. 22, al. 4, van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995
- art. 1, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1989 zoals gewijzigd
- art. 4, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
- art. 4, § 1, al. 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
- art. 6 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993; art. 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 1993; art. 3, § 1, al. 2, van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994; art. 22, al. 3, van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995
- art. 6, al. 2, van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 en art. 3, § 1, al. 3, van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994
- art. 7 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993; art. 22, al. 2, van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995
- art. 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 1993

Art. 5, § 2, al. 5	art. 3, § 1, al. 2, van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994
Art. 6	art. 4, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
Art. 7, §§ 1 en 2	art. 2, §§ 1 en 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
Art. 7, § 3, al. 1	art. 2, §§ 3 en 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
Art. 7, § 3, al. 2	nieuwe bepaling
Art. 7, § 3, al. 3	art. 2, § 4, al. 3, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
Art. 7, § 3, al. 4	art. 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 1993
Art. 8	nieuwe bepaling
Art. 9, al. 1	art. 94, § 1, al. 3, van de programmawet van 30 december 1988
Art. 9, al. 2	nieuwe bepaling
Art. 10	nieuwe bepaling
Art. 11, § 1	nieuwe bepaling
Art. 11, § 2	art. 1, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1989 zoals gewijzigd
Art. 12	nieuwe bepaling
Art. 13	art. 98, § 1, van de programmawet van 30 december 1988
Art. 14, § 1	art. 98, § 2, van de programmawet van 30 december 1988
Art. 14, § 2	art. 6, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
Art. 15	art. 98, § 4, van de programmawet van 30 december 1988
Art. 16	nieuwe bepaling
Art. 17	nieuwe bepaling
Art. 18, § 1	art. 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
Art. 18, § 2	nieuwe bepaling
Art. 19	nieuwe bepaling
Art. 20	art. 7 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989
Art. 21	slotbepalingen
Art. 22	slotbepalingen
Art. 23	slotbepalingen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de indienstreming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers hebben voorgedaan.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD